

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 décembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 134 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
au Libéria****Budget de la Mission des Nations Unies au Libéria
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats escomptés	4
II. Ressources nécessaires	28
III. Analyse des variations	31
IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	35
V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	36
Annexe	
Organigrammes	39
Carte	45



Résumé

Le présent rapport contient le budget de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006, dont le montant s'élève à 722 753 600 dollars, y compris les contributions volontaires budgétisées en nature, évaluées à 120 000 dollars.

Le budget prévoit le déploiement de 215 observateurs militaires, 14 785 militaires, 1 115 policiers civils, y compris les membres d'unités constituées, 635 civils recrutés sur le plan international, 809 civils recrutés sur le plan national et 431 Volontaires des Nations Unies.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante – cessez-le-feu, droit humanitaire et droits de l'homme, réforme des services de sécurité, processus de paix et appui. Les effectifs constituant les ressources humaines de la Mission ont été déterminés composante par composante, sauf dans le cas du personnel chargé de la direction exécutive et de l'administration, qui sert l'ensemble de la Mission.

La variation des ressources humaines et financières nécessaires est analysée, s'il y a lieu, par référence aux produits prévus.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2003/04)	Montants répartis (2004/05)	Prévisions de dépenses (2005/06)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	269 436,1	414 803,7	372 059,3	(42 744,4)	(10,3)
Personnel civil	33 596,3	111 208,6	107 918,1	(3 290,5)	(3,0)
Dépenses opérationnelles	245 146,3	295 973,7	242 646,2	(53 317,5)	(18,0)
Montant brut	548 178,7	821 986,0	722 633,6	(99 352,4)	(12,1)
Recettes provenant des contributions du personnel	3 113,1	10 084,9	11 250,7	1 165,8	11,6
Montant net	545 065,6	811 901,1	711 382,9	(100 518,2)	(12,4)
Contributions volontaires (budgétisées)	100,0	120,0	120,0	–	–
Total	548 278,7	822 106,0	722 753,6	(99 352,4)	(12,1)

Ressources humaines

	Observateurs militaires ^a	Contingents ^a	Police civile ^a	Unités de police constituées	Personnel international	Personnel recruté sur le plan national ^b	Volontaires des Nations Unies	Personnel fourni par les gouvernements	Observateurs électoraux civils	Total
Direction exécutive et administration										
Effectif autorisé 2004/05	—	—	—	—	11	9	9	—	—	29
Effectif proposé 2005/06	—	—	—	—	12	—	—	—	—	12
<i>Composantes</i>										
Cessez-le-feu										
Effectif autorisé 2004/05	215	14 785	—	—	14	1	4	—	—	15 019
Effectif proposé 2005/06	215	14 785	—	—	7	—	—	—	—	15 007
Droit humanitaire et droits de l'homme										
Effectif autorisé 2004/05	—	—	—	—	65	39	23	—	—	127
Effectif proposé 2005/06	—	—	—	—	76	45	26	—	—	147
Réforme des services de sécurité										
Effectif autorisé 2004/05	—	—	755	360	36	25	10	—	—	1 186
Effectif proposé 2005/06	—	—	875	480	36	25	10	—	—	1 426
Processus de paix										
Effectif autorisé 2004/05	—	—	—	—	121	78	194	—	—	393
Effectif proposé 2005/06	—	—	—	—	115	85	197	—	—	397
Appui										
Effectif autorisé 2004/05	—	—	—	—	388	646	191	—	—	1 225
Effectif proposé 2005/06	—	—	—	—	389	654	198	—	—	1 241
Total										
Effectif autorisé 2005/06	215	14 785	635	480	635	798	431	—	—	17 979
Effectif proposé 2005/06	215	14 785	875	480	635	809	431	—	—	18 230
Variation nette	—	—	240	—	—	11	—	—	—	251

^a Effectif autorisé proposé le plus élevé.

^b Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

^c Au 1^{er} mars 2006, le nombre de policiers civils sera porté de 635 à 875, et le nombre d'agents d'unités constituées sera ramené de 480 à 240. Le nombre total de membres de la police civile sera maintenu au niveau autorisé (1 115 hommes).

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont exposées au chapitre IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats escomptés

1. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) dans sa résolution 1509 (2003) du 19 septembre 2003, et l'a prorogé pour la dernière fois dans sa résolution 1561 (2004) du 17 septembre 2004.
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir faire progresser le processus de paix au Libéria.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission contribuera à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice budgétaire, en exécutant les produits essentiels présentés dans les tableaux ci-après. Ceux-ci sont indiqués par composante – cessez-le-feu, droit humanitaire et droits de l'homme, réforme des services de sécurité, processus de paix et appui.
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs constituant les ressources humaines de la Mission ont été déterminés composante par composante, sauf dans le cas du personnel chargé de la direction exécutive et de l'administration, qui sert l'ensemble de la Mission. Les modifications apportées aux effectifs par rapport au budget de 2004/05, y compris les reclassements, sont analysées au niveau de chaque composante, en faisant référence aux produits correspondants indiqués dans les tableaux.
5. La Mission est organisée en quatre secteurs englobant les 15 comtés du pays. Son quartier général, installé à Monrovia, est responsable du secteur 1 (la zone du Grand Monrovia). Les trois autres secteurs, qui comptent chacun un poste de commandant, se répartissent comme suit : le secteur 2 couvre les comtés de Bomi, Grand Cape Mount et Lofa, le long de la frontière avec la Sierra Leone et la Guinée; le secteur 3 couvre les comtés de Grand Bassa, Bong et une partie de Nimba, le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire; le secteur 4 couvre les comtés de Sinoe, River Cess, Grand Cedeo, Grand Kru et Maryland, également le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire.

Direction exécutive et administration

6. La direction et l'administration générales de la Mission seront assurées par le Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général.

Tableau 1
Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international							Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total général
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3 à P-1	Service mobile	Services généraux	Services de sécurité			
Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général										
Effectif autorisé 2004/05	1	1	4	1	–	4	–	11	9	29
Effectif proposé 2005/06	1	1	4	1	–	5	–	12	–	12
Variation nette	–	–	–	–	–	1	–	1	(9)	(17)

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

7. Personnel recruté sur le plan international : un poste supplémentaire

La création d'un poste (P-5), le redéploiement d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) de la composante 1 et le transfert d'un poste (P-4) à la composante 5 se traduira par une augmentation nette d'un poste.

Un responsable du comportement du personnel (P-5) sera chargé de donner des conseils au Représentant spécial sur des questions de personnel particulièrement sensibles. Il devra exécuter des programmes d'information sur les normes de conduite des Nations Unies et proposer des stratégies pour éviter tout comportement répréhensible de la part du personnel de la Mission. Il sera chargé de mettre en œuvre des mécanismes permettant d'entendre les plaintes et les questions concernant des allégations relatives au comportement du personnel militaire et civil et des membres de la police de la Mission, ainsi que des mécanismes de suivi et d'établissement de rapports à ce sujet, et présentera des recommandations sur les mesures à prendre pour donner suite à ces allégations. Un poste d'assistant administratif de la catégorie des services généraux (Autres classes) sera redéployé de la Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion qui sera supprimée (voir plus loin, par. 10), et son titulaire sera chargé de fournir un appui administratif au responsable du comportement du personnel.

Pour rationaliser la structure et l'organisation de la Mission, le Centre de perfectionnement et de formation intégrés de la Mission et le poste correspondant de fonctionnaire recruté sur le plan international (1 P-4) seront transférés du Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau du Chef des services administratifs.

8. Personnel recruté sur le plan national : 9 postes supprimés

Huit postes de personnel recruté sur le plan national (2 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux) du Centre de perfectionnement et de formation intégrés du personnel de la Mission seront également transférés du Cabinet du Représentant spécial au Bureau du Chef des services administratifs, tandis qu'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national sera transféré à la composante 4.

9. Volontaires des Nations Unies : 9 postes supprimés

Sept postes de Volontaires des Nations Unies du Centre de perfectionnement et de formation intégrés du personnel de la Mission seront également transférés du Cabinet du Représentant spécial au Bureau du Chef des services administratifs, et deux autres seront transférés à la composante 2.

Composante 1 : cessez-le-feu

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.1. Stabilité de la situation en matière de sécurité au Libéria	1.1.1 Aucune violation de l'accord de cessez-le-feu
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 044 000 jours de patrouilles terrestres (35 hommes par patrouille, 40 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 584 000 jours de présence militaire aux postes d'observation (10 hommes par poste d'observation, 40 postes d'observation par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 584 000 jours de patrouilles mobiles (20 hommes par patrouille, 20 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 438 000 jours de patrouilles mobiles pour détecter les mouvements illégaux d'armes et de personnes à la frontière libérienne (30 hommes par patrouille, 10 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 7 920 heures de patrouilles aériennes • 58 400 jours de patrouilles mobiles pour enquêter sur les violations du cessez-le-feu le long des frontières libériennes (4 observateurs militaires par patrouille, 10 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 292 000 jours de présence militaire pour assurer la sécurité des principales installations (20 hommes par installation, 10 installations par secteur, 4 secteurs, 365 jours) • 31 200 jours de militaires chargés de rechercher dans tout le pays les armes détenues illégalement (30 militaires par opération, 5 opérations par semaine, 4 secteurs, 52 semaines) <p><i>Facteurs externes</i> : Les États et organisations de la région continueront de respecter l'intégrité territoriale du Libéria. Les pays fournisseurs de contingents continueront de mettre à la disposition de la Mission les moyens militaires nécessaires</p>	

Tableau 2
Ressources humaines
Composante 1 : cessez-le-feu

											Total
I. Observateurs militaires											
Effectif autorisé 2004/05											215
Effectif proposé 2005/06											215
Variation nette											–
II. Contingents											
Effectif autorisé 2003/05											14 785
Effectif proposé 2004/06											14 785
Variation nette											–
	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>								<i>Personnel recruté sur le plan national^a</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	
III. Personnel civil	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3 à P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Services de sécurité</i>	Total partiel			Total
Bureau du commandant de la Force											
Effectif autorisé 2004/05	1	1	–	–	–	2	–	4	–	–	4
Effectif proposé 2005/06	1	1	–	–	–	2	–	4	–	–	4
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Secrétariat de la Commission mixte de contrôle											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	–	1	1	–	3	–	–	3
Effectif proposé 2005/06	–	–	1	–	1	1	–	3	–	–	3
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	4	2	–	1	–	7	1	4	12
Effectif proposé 2005/06	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	–	(4)	(2)	–	(1)	–	(7)	(1)	(4)	(12)
Total partiel (personnel civil)											
Effectif autorisé 2004/05	1	1	5	2	1	4	–	14	1	4	19
Effectif proposé 2005/06	1	1	1	–	1	3	–	7	–	–	7
Variation nette	–	–	(4)	(2)	–	(1)	–	(7)	(1)	(4)	(12)
Total général (I à III)											
Effectif autorisé 2004/05											15 019
Effectif proposé 2005/06											15 007
Variation nette											(12)

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

10. Personnel recruté sur le plan international : 7 postes supprimés

Suite à l'achèvement de la phase Désarmement et démobilisation du programme de désarmement, démobilisation, réadaptation et réinsertion, la Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion sera supprimée, et la composante 2, droit humanitaire et droits de l'homme, placée sous la direction du représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination de l'aide humanitaire, redressement, relèvement et reconstruction), sera chargée de la phase réadaptation et réinsertion. Trois postes (P-4) seront transférés à la composante 2, 1 poste d'agent des services généraux (autres classes) sera transféré au Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général et les 3 postes restants (1 P-5 et 2 P-3) seront transférés à la composante 2.

11. Personnel recruté sur le plan national : 1 poste supprimé

Un poste d'administrateur recruté sur le plan national de la Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion sera transféré à la composante 2.

12. Volontaires des Nations Unies : 4 postes supprimés

Quatre postes de Volontaires des Nations Unies de la Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion seront transférés à la composante 2.

Composante 2 : droit humanitaire et droits de l'homme

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1. Amélioration de la situation humanitaire du Libéria	<p>2.1.1 Réinstallation de la totalité des quelque 270 000 réfugiés et 300 000 déplacés se trouvant dans des camps officiels</p> <p>2.1.2. Relèvement des collectivités dans les zones affectées par les déplacements compte tenu des critères énoncés dans le cadre de transition axé sur les résultats</p> <p>2.1.3 Rétablissement des services sociaux de base et des infrastructures essentielles au niveau existant avant la guerre, compte tenu des critères énoncés dans le cadre de transition axé sur les résultats</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion bimensuelle pour faciliter, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires, les activités du mécanisme de coordination créé pour la mise en service du cadre de transition axé sur les résultats, et en particulier de ses comités de travail pour les volets 3, 6 et 7 	

- Publication d'un bulletin d'information bimensuel exposant les travaux en cours du Comité d'application et de suivi du cadre de transition axé sur les résultats, ainsi que de l'ensemble de la communauté des donateurs et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) présents au Libéria, qui servira d'instrument de relations extérieures pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du cadre et, de manière plus générale, au financement du passage de la phase des secours à celle du développement au Libéria
- Fourniture d'avis au Ministère des affaires intérieures et au Ministère des affaires étrangères sur la promulgation d'une législation nationale conforme aux obligations contractuelles internationales relatives aux questions humanitaires
- Coordination des efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les ONG pour assurer le retour de 100 000 déplacés
- Mise en œuvre de projets à effet rapide pour assurer le retour à long terme des déplacés et des réfugiés
- Réunions mensuelles de l'Équipe de pays des Nations Unies, comprenant le PNUD, le HCR, le FNUAP, l'OMS et le PAM, avec l'OIM et les ONG, pour coordonner les activités humanitaires sur le terrain par l'intermédiaire de six bureaux régionaux, et tenue à jour d'une base de données humanitaire permettant de déterminer « qui fait quoi, et où » et l'évolution des besoins humanitaires, en vue de fournir une assistance appropriée et bien ciblée aux bénéficiaires

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.2 Réalisation de progrès en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la réconciliation nationale au Libéria	2.2.1 Adoption d'un plan d'action national relatif aux droits de l'homme
	2.2.2 La Commission Vérité et réconciliation commence à tenir des audiences

Produits

- Fourniture d'avis au gouvernement en vue de la formulation et de l'adoption des instruments de ratification de cinq traités déjà signés et de la ratification de traités internationaux sur le trafic illicite et la criminalité organisée
- 5 ateliers à l'intention de responsables de l'administration, de membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et de représentants d'ONG sur la formulation d'un plan d'action national dans le domaine des droits de l'homme
- 10 ateliers de formation sur les droits de l'homme, à l'intention de juges
- 4 ateliers à l'intention de responsables de l'administration sur l'établissement des rapports destinés aux organes de défense des droits de l'homme
- 20 stages de formation à l'intention des responsables des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire sur la promotion et la protection des droits de l'homme

- 10 stages de formation à l'intention de responsables du Ministère de l'éducation et d'enseignants sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme
- Fourniture d'avis au Ministère de la justice sur la constitution de bases de données relatives à la violence sexuelle contre les enfants et aux violations des droits de l'homme, et aux organisations féminines sur la constitution de bases de données relatives aux violations des droits de la femme
- Fourniture d'avis techniques au Gouvernement de transition sur la formulation d'une stratégie nationale de protection des enfants
- Fourniture de matériel pédagogique et des services d'un instructeur et organisation d'un cours de droit international dans le domaine des droits de l'homme à la faculté de droit Arthur Grimes de l'Université du Libéria
- Fourniture d'avis techniques au Gouvernement de transition sur l'élaboration des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
- 15 ateliers de formation à l'intention d'enseignants et de membres locaux de l'Union des femmes du fleuve Mano sur l'accès des femmes à la justice, en partenariat avec l'Association des femmes juristes du Libéria
- 17 ateliers de formation à l'intention d'organisations de femmes sur les activités de plaidoyer et de sensibilisation, la gouvernance, la mobilisation de ressources et le respect du principe de la transparence, ainsi que sur la collecte de données concernant les violations des droits des femmes
- Formation de 7 membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en matière de normes internationales relatives aux droits de l'homme, de promotion des droits de l'homme, d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme et d'élaboration des rapports répondant aux rapports officiels établis par le Gouvernement sur les droits de l'homme
- Organisation d'un atelier international réunissant des experts internationaux de la justice en période de transition, les membres de la Commission Vérité et réconciliation, des représentants des groupes de la société civile et des hauts fonctionnaires du Gouvernement de transition, en vue de la rédaction des textes législatifs émanant de la Commission Vérité et réconciliation
- 10 ateliers nationaux sur la vérité et la réconciliation pour sensibiliser les dirigeants locaux et les groupes d'action civique au processus engagé par la Commission Vérité et réconciliation et les familiariser avec la législation régissant ses activités
- Formation des membres et du personnel de la Commission Vérité et réconciliation dans les domaines des pratiques optimales appliquées au niveau international, des techniques d'investigation, de l'établissement des rapports, de la réunion de témoignages et de la gestion de l'information
- Fourniture de moyens de transport et organisation, en partenariat avec les autorités locales et les groupes d'action civique, de 20 visites de membres de la Commission Vérité et réconciliation dans les différents comtés du Libéria pour donner à la population des informations sur les travaux de la Commission et solliciter la coopération de victimes et de témoins éventuels

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.3 Réinsertion des ex-combattants dans la société civile libérienne, en tenant compte en particulier des besoins spéciaux des enfants soldats et des femmes	<p>2.3.1 emploi dans l'économie locale, de 25 000 participants au projet de réinsertion, sur les 107 000 ex-combattants</p> <p>2.3.2 Inscription dans des établissements d'enseignement accrédités par le Ministère de l'éducation de 28 000 participants au projet de réinsertion, sur les 107 000 ex-combattants</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de directives au Groupe mixte de mise en œuvre sur les décisions à prendre en matière de réadaptation et de réinsertion, sur la base de réunions tenues avec la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion • Coordination de 200 projets de réadaptation et de réinsertion organisés à l'intention de 60 000 ex-combattants, en partenariat avec le PNUD, le HCR, le FNUAP, l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, les ONG et les donateurs bilatéraux • Suivi et coordination des activités de réconciliation, telles que les conseils psychosociaux, les groupes d'entraide, les discussions au niveau des collectivités sur l'acceptation du retour d'ex-combattants et les services communautaires dans les 15 comtés du pays, entreprises par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et des ONG • Organisation d'une foire à l'emploi avec des entreprises du secteur privé pour donner des possibilités d'emploi à d'ex-combattants • Mise au point et exécution à l'échelle du pays d'un programme d'information multimédia à l'appui du processus de réadaptation et de réinsertion, comportant la diffusion de messages quotidiens et hebdomadaires à la télévision, à la radio et dans les journaux du pays, ainsi que la publication d'affiches, de bulletins d'information et de prospectus et des campagnes de sensibilisation au niveau des collectivités • Organisation d'un atelier de formation des médias pour assurer la diffusion d'informations exactes, bien documentées et impartiales sur les problèmes à surmonter et les possibilités qui s'offrent en matière de réadaptation et de réinsertion des ex-combattants • 30 ateliers destinés à améliorer la compréhension et à renforcer la coopération entre les communautés de retour et les ex-combattants 	
<p><i>Facteurs externes</i></p> <p>Les donateurs continueront à soutenir le relèvement et la reconstruction du Libéria</p>	

Tableau 3
Ressources humaines
Composante 2 : droit humanitaire et droits de l'homme

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international							Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3 à P-1	Service mobile	Services généraux	Services de sécurité				
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination de l'aide humanitaire, redressement, relèvement et reconstruction)											
Effectif autorisé 2004/05	1	–	4	2	–	3	–	10	4	3	17
Effectif proposé 2005/06	1	–	4	4	–	4	–	13	4	4	21
Variation nette	–	–	–	2	–	1	–	3	–	1	4
Section des secours, du relèvement et du redressement											
Effectif autorisé 2004/05	–	2	11	2	–	4	–	19	14	10	43
Effectif proposé 2005/06	–	2	9	5	–	3	–	19	8	7	34
Variation nette	–	–	(2)	3	–	(1)	–	–	(6)	(3)	(9)
Groupe de la mobilisation de ressources et du programme financé par des fonds d'affectation spéciale (projets à effet rapide)											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	–	–	1	–	2	1	–	3
Effectif proposé 2005/06	–	–	1	–	–	1	–	2	1	–	3
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Coordination de l'aide humanitaire											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	–	–	1	–	2	–	1	3
Effectif proposé 2005/06	–	–	4	5	–	1	–	10	12	6	28
Variation nette	–	–	3	5	–	–	–	8	12	5	25
Section des droits de l'homme et de la protection											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	9	16	–	3	–	29	13	6	48
Effectif proposé 2005/06	–	1	9	16	–	3	–	29	13	6	48
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe des questions de parité des sexes											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	1	–	–	–	2	5	2	9
Effectif proposé 2005/06	–	–	1	1	–	–	–	2	5	2	9
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe du VIH/sida											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	–	–	–	–	1	2	1	4
Effectif proposé 2005/06	–	–	1	–	–	–	–	1	2	1	4
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (personnel civil)											
Effectif autorisé 2004/05	1	3	28	21	–	12	–	65	39	23	127
Effectif proposé 2005/06	1	3	29	31	–	12	–	76	45	26	147
Variation nette	–	–	1	10	–	–	–	11	6	3	20

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

*Réalisations escomptées/produits***Réalisation escomptée 2.1 : amélioration de la situation humanitaire au Libéria***Produits*

- Coordination des efforts du PNUD, du HCR, du FNUAP, de l'OMS et du PAM, ainsi que de l'OIM et des ONG pour aider 100 000 déplacés à regagner leurs foyers
- Réunions bimensuelles pour faciliter, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations humanitaires, les travaux du mécanisme de coordination créé au titre du cadre de transition axé sur les résultats, et en particulier de ses comités de travail sur les volets 3, 6 et 7
- Publication d'un bulletin d'information bimensuel exposant les travaux en cours du Comité d'application et de suivi du cadre de transition axé sur les résultats ainsi que de l'ensemble de la communauté des donateurs et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des ONG et du CICR présents au Libéria, qui servira d'instrument de relations extérieures pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du cadre et, de manière plus générale, au financement du passage de la phase des secours à celle du développement au Libéria

Justification

- **Personnel recruté sur le plan international** : 11 postes supplémentaires

L'augmentation nette de 11 postes résulte de la création de 4 postes supplémentaires (P-3), du redéploiement de 6 postes (1 P-5, 3 P-4 et 2 P-3) de la composante 1 et d'un poste (P-3) de la composante 4.

Suite à la suppression de la Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion, la responsabilité de la phase Réadaptation et réinsertion du programme de désarmement, démobilisation, réadaptation et réinsertion sera transférée à la composante 2, placée sous la direction du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination de l'aide humanitaire, redressement, relèvement et reconstruction), l'accent étant mis sur le passage du pays de la phase des secours à celle du relèvement et du développement.

En outre, il a été décidé de fermer le Bureau de la coordination des activités humanitaires au Libéria, suite à l'intégration de ses fonctions à une Section élargie de la coordination de l'aide humanitaire de la MINUL. À la fin de novembre 2004, la Mission a pris la direction de la coordination des activités humanitaires dans tout le pays.

Il faudra deux postes supplémentaires d'administrateur de programmes (P-3) au Bureau du Représentant spécial adjoint (Coordination de l'aide humanitaire, redressement, relèvement et reconstruction), compte tenu de l'élargissement des fonctions de planification et d'évaluation des programmes pour toutes les sections organiques de la Mission. Les titulaires de ces postes fourniront également des avis sur les activités continues de mise en œuvre et d'évaluation du cadre de transition axé sur les résultats, principal mécanisme approuvé au cours de la Conférence sur la reconstruction de février 2004 pour le passage du pays de la phase des secours à celle du développement conformément à l'Accord global de paix, et apporteront leur appui à cet égard.

Il faudra un chef de section (P-5) pour diriger la Section élargie de coordination de l'aide humanitaire. Il faudra également cinq postes supplémentaires pour des coordonnateurs régionaux de l'aide humanitaire (P-3) à la Section de la coordination de l'aide humanitaire, afin d'assurer la coordination de l'ensemble des questions et processus humanitaires ainsi que la coordination avec les autres composantes de la Mission et avec les membres du Gouvernement de transition et de la communauté internationale des donateurs.

À la suite du transfert de la responsabilité de la phase Réadaptation et réinsertion à la composante 2, 3 postes de spécialiste du relèvement et de la réadaptation de l'ancienne Section du désarmement, de la démobilisation, de la réadaptation et de la réinsertion seront transférés à la Section des secours, du relèvement et du redressement, et déclassés de P-4 à P-3.

En outre, un assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)] sera transféré de la Section des secours, du relèvement et du redressement au Bureau du Représentant spécial adjoint pour aider à suivre et évaluer les progrès réalisés sur diverses questions, compte tenu de l'accroissement des responsabilités conférées au Bureau du Représentant spécial adjoint et de l'accélération du rythme des réformes institutionnelles au Libéria. Deux spécialistes des affaires humanitaires (P-4) seront également transférés de la Section des secours, du relèvement et du redressement à la Section de la coordination de l'aide humanitaire. Ils seront respectivement chargés de fournir un appui au processus en cours de retour des déplacés et à l'application de la stratégie nationale libérienne en faveur des rapatriés, et de servir d'interlocuteurs pour toutes les questions humanitaires intersectorielles, l'accent étant mis en particulier sur les questions de protection.

- **Personnel recruté sur le plan national** : 6 postes supplémentaires

L'augmentation nette de 6 postes de cette catégorie résulte de la création de 5 postes supplémentaires et du transfert d'un poste de la composante 1.

Dans la Section de la coordination de l'aide humanitaire, il faudra un administrateur chargé de l'établissement des rapports (recruté sur le plan national) pour coordonner les informations, recevoir les rapports établis sur le terrain et établir les rapports périodiques sur la situation humanitaire, et 5 spécialistes des affaires humanitaires (recrutés sur le plan national) pour fournir un appui aux 5 nouveaux coordonnateurs régionaux de l'aide humanitaire et faciliter le processus de retour des déplacés en liaison avec les organes gouvernementaux aux niveaux national et local.

En outre, 6 postes d'assistant administratif (agents des services généraux recrutés sur le plan national) seront transférés de la Section des secours, du relèvement et du redressement à la Section de la coordination de l'aide humanitaire.

- **Volontaires des Nations Unies** : 3 postes supplémentaires

Une augmentation nette de 3 postes résulte du transfert de 2 postes du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et de 4 postes de la composante 1, contrebalancé par le transfert de 3 postes à la composante 4.

Il faudra un poste supplémentaire au Bureau du Représentant spécial adjoint (coordination de l'aide humanitaire, redressement, relèvement et reconstruction) pour lui fournir un appui administratif, compte tenu des responsabilités accrues qui lui sont conférées. Dans la Section de la coordination de l'aide humanitaire, il faudra 5 coordonnateurs régionaux adjoints supplémentaires pour fournir un appui aux 5 nouveaux coordonnateurs régionaux de l'aide humanitaire et aider à assurer le suivi des besoins et des problèmes humanitaires dans leurs domaines d'opérations respectifs.

Trois postes de la Section des secours, du relèvement et du redressement seront transférés à la composante 4.

Composante 3 : réforme des services de sécurité

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.1 Renforcement de l'ordre public et de la capacité opérationnelle de la Police nationale libérienne	<p>3.1.1 La police nationale libérienne procède à la réouverture de commissariats sur 30 sites, contre 15 comtés en 2004/05</p> <p>3.1.2 3 100 élèves de l'École de police obtiennent leur diplôme, contre 0 en 2003/04 et 900 en 2004/05</p> <p>3.1.3 15 % des effectifs de la police sont des femmes, contre 12 % en 2004/05</p> <p>3.1.4 Mise en place d'une Unité de police spécialisée dans les questions relatives aux femmes et aux enfants, dans tous les quartiers de Monrovia, dans 15 commissariats de comtés et dans les cinq sièges régionaux de la police</p> <p>3.1.5 Création, au sein de la Police nationale libérienne, d'une Unité spéciale entraînée et équipée</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Apport d'une assistance technique à la Police nationale libérienne pour l'aider à appliquer les recommandations relatives à la gestion du changement • 11 680 journées de patrouille pédestre et motorisée (deux policiers civils par patrouille, quatre patrouilles par secteur, quatre secteurs, 365 jours) • Apport d'une assistance technique à la Police nationale, dans 66 arrondissements, en matière d'opérations de police, d'enquêtes, de patrouilles et de police de proximité • Réunions hebdomadaires de suivi avec le Comité technique du maintien de l'ordre sur la réforme de la police civile, portant sur les enquêtes de sécurité, la sélection, l'enregistrement, l'agrément et l'habilitation des agents de la police nationale restructurée • Apport d'une assistance technique à l'École nationale de police en matière d'élaboration de programmes d'enseignement et de modules de formation • Formation de 3 100 agents de police dans les domaines des pratiques de police démocratique, des droits de l'homme, du code de conduite, de la déontologie de la police et de l'utilisation de la force • Formation thématique postélémentaire à l'École de police, et formation spécialisée en cours d'emploi, à l'intention de 1 800 agents de la Police nationale, dans des domaines tels que la supervision, les enquêtes criminelles, la répression des émeutes, la police de la circulation, les armes spécialisées ou non létales • Campagne de recrutement à la police nationale, comportant des programmes radiophoniques hebdomadaires, des missions d'orientation mensuelles communes, avec des membres de la police nationale et de la police civile internationale, auprès des communautés et des centres de formation dans tout le Libéria, distribution de brochures et d'affiches 	

- Conception d'un dispositif de renfort de la Police nationale pour lui permettre, le cas échéant, de faire face aux désordres civils et d'assurer la protection des civils
- Enquêtes de sécurité concernant 3 500 membres de la Police nationale et habilitation de 3 100 agents à exercer des pouvoirs de police
- Évaluation de l'École nationale de police, des Services spéciaux de sécurité, du Bureau national des enquêtes, du Ministère de la sécurité nationale, de l'Office national de sécurité, du Bureau de l'immigration et des naturalisations et de l'Office de lutte contre la drogue
- 20 cours sur la parité entre les sexes et sur la violence sexuelle et sexiste, à l'intention des recrues et des agents de la Police nationale
- Appui technique à la Police nationale en vue de la mise en place d'unités responsables des questions relatives aux femmes et aux enfants, chargées de s'attaquer au problème de la violence à l'égard des femmes
- Apport d'une assistance technique à l'École de police dans le domaine des politiques marquées par le souci de la parité entre les sexes

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.2 Réforme des systèmes juridique, judiciaire et pénitentiaire au Libéria	<p>3.2.1 Remise en état de l'infrastructure organisationnelle et matérielle du Palais de justice et du Ministère de la justice</p> <p>3.2.2 Des juges sont affectés dans 16 Cours de circuit, contre 11 en 2004/05</p> <p>3.2.3 Le plan de réforme du système pénal est approuvé par le Ministère de la justice</p>

Produits

- Assistance technique aux responsables des secteurs juridique, judiciaire et pénitentiaire sur les réformes à engager dans ces secteurs, en consultation avec les organisations gouvernementales internationales, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies (PNUD, UNICEF et HCR)
- Réunions hebdomadaires avec les juristes nationaux et les responsables gouvernementaux sur la réforme du secteur judiciaire
- Formation de 400 juristes, de 50 juges des tribunaux de circuit et des cours spéciales et de 30 procureurs et avocats de la défense
- Appui technique au Comité de la gouvernance, du développement démocratique et de l'État de droit dans le domaine des questions relatives au régime de droit
- Appui technique à l'Ordre des avocats pour les questions ayant trait à la désignation des juges
- Organisation de 15 ateliers (un dans chaque comté) en vue d'élaborer des programmes de formation sur la juridiction et la réglementation des tribunaux traditionnels, à l'intention des chefs tribaux et des conseils de village
- Projet à effet rapide pour la faculté de droit Arthur Grimes, en vue de la rénovation, de la remise en état et de la reproduction de documents de référence juridiques devant servir à la formation des cadres du secteur judiciaire et du ministère de la justice

<ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique à 9 procureurs du Ministère de la justice en matière de pratiques juridiques • Appui technique à l'Avocat général en ce qui concerne les procédures de détention des prisonniers en attente de jugement • Organisation d'un atelier et de cours, à l'intention de la Police nationale libérienne, sur les questions juridiques et législatives et sur le respect de la légalité et élaboration de programmes de formation • Organisation, à l'intention de 10 cadres du ministère de la justice, de sessions de formation dans les domaines du développement organisationnel, de l'élaboration des politiques, de la planification et de la révision de la législation • Contrôle de la procédure à l'échelon de tous les tribunaux du pays et, en particulier, contrôle quotidien des affaires criminelles à Monrovia, afin de pallier les insuffisances et de veiller à la mise en place de mesures correctives • Organisation de stages de formation correctionnelle à l'intention de 200 étudiants, 12 formateurs, 30 gestionnaires et 60 membres de l'institution judiciaire • Réunions hebdomadaires avec des responsables des administrations publiques, des organisations non gouvernementales, des pays donateurs et des spécialistes des droits de l'homme sur l'évolution du système correctionnel et la réforme de l'administration pénitentiaire • Visites hebdomadaires de contrôle dans un certain nombre de prisons (jusqu'à 9) en vue d'en améliorer la gestion 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.3 Mise en place d'une nouvelle armée libérienne restructurée	3.3.1 Recrutement de 4 500 personnes dans les forces de défense libériennes restructurées
<i>Produits</i> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique au Gouvernement, en coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des organisations internationales et des États Membres intéressés, concernant le recrutement, la formation et le déploiement de l'armée libérienne 	
<i>Facteurs externes</i> : Les pays qui fournissent des unités de police continueront de mettre à disposition des forces de police civile. Les donateurs continueront de financer la restructuration de l'armée libérienne.	

Tableau 4
Ressources humaines
Composante 3 : réforme des services publics de sécurité

<i>I. Police civile</i>	
Effectif autorisé 2004/05	635
Effectif proposé 2005/06 ^a	875
Variation nette	240

II. Unités de police constituées

Effectif autorisé 2004/05	480
Effectif proposé 2005/06 ^a	480

Variation nette

–

Personnel recruté sur le plan international

	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>	Total partiel	<i>Personnel recruté sur le plan national^b</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total
Services consultatif de l'administration pénitentiaire											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	4	–	2	1	–	7	–	4	11
Effectif proposé 2005/06	–	–	4	–	2	1	–	7	–	4	11
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section des affaires juridiques											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	2	–	–	1	–	3	1	–	4
Effectif proposé 2005/06	–	–	2	–	–	1	–	3	1	–	4
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Division de l'appui au système juridique et judiciaire											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	7	6	–	2	–	16	22	6	44
Effectif proposé 2005/06	–	1	7	6	–	2	–	16	22	6	44
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau du chef de la police civile											
Effectif autorisé 2004/05	–	2	5	–	–	3	–	10	2	–	12
Effectif proposé 2005/06	–	2	5	–	–	3	–	10	2	–	12
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (personnel civil)											
Effectif autorisé 2004/05	–	3	18	6	2	7	–	36	25	10	71
Effectif proposé 2005/06	–	3	18	6	2	7	–	36	25	10	71
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total général (I à III)											
Effectif autorisé 2004/05											1 186
Effectif proposé 2005/06											1 426
Variation nette											240

^a À compter du 1^{er} mars 2006, l'effectif des agents de la Police civile passera de 635 à 875 et celui des Unités de police constituées de 480 à 240. L'effectif total de la Police civile restera au niveau autorisé de 1 115 agents.

^b Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

Composante 4 : processus de paix

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.1 Rétablissement de l'autorité nationale dans tout le Libéria	<p>4.1.1 Affectation de préfets (« superintendents ») dans 15 comtés</p> <p>4.1.2 Réglementation de l'exploitation des ressources naturelles</p> <p>4.1.3 Respect des conditions fixées pour adhérer à nouveau au processus de Kimberley relatif à la certification des diamants</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Services de conseil au Gouvernement, en collaboration avec la CEDEAO, l'Union européenne, l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux, en matière d'administration civile et de bonne gouvernance • Services de conseil au Gouvernement sur les normes écologiques internationales et l'administration des ressources naturelles • Médiation entre 27 partis politiques et plus de 250 organisations de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales, et consultations avec ces entités en vue de promouvoir un consensus sur les questions relatives à la réalisation d'une paix durable dans la région • En partenariat avec les chefs d'État de la CEDEAO, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau et d'autres partenaires importants de la sous-région ouest-africaine, appui technique et services de conseil au gouvernement national de transition en vue de la formation d'un consensus pour la consolidation du processus de paix • Organisation de 24 réunions du Comité de suivi de l'application de l'Accord général de paix • Campagne d'information publique destinée à sensibiliser la population locale à la question du processus de paix au Libéria • Réalisation, à l'échelle du pays, d'un programme multimédias d'information et de plaidoyer à l'appui des efforts déployés pour promouvoir la réconciliation nationale, notamment grâce à l'achat de temps d'antenne radiophonique et de pages dans les journaux nationaux, à l'exploitation d'un site Web et à la production d'affiches, de bulletins et de brochures • Formation de 200 journalistes locaux autour du thème « Assurer la participation des médias libériens à la promotion d'une paix durable » (Empowering Liberia's Media for Sustainable Peace) • 20 programmes de radio de la MINUL, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et 8 programmes hebdomadaires 	

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.2 Élections nationales	<p>4.2.1 Les élus assument leurs fonctions au plus tard en janvier 2006</p> <p>4.2.2 100 % des femmes qui remplissent les conditions voulues sont inscrites sur les listes électorales</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique au Gouvernement pour la délimitation des circonscriptions et le scrutin • Appui technique à la Commission électorale nationale dans le domaine de la gestion du processus électoral • Réunions bimensuelles avec les signataires de l'Accord général de paix sur le processus électoral • Assistance technique à la Commission électorale nationale en vue de la réalisation de programmes d'éducation civique relatifs au processus électoral moyennant le recours à des troupes de théâtre et à des organisations de la société civile, l'organisation de campagnes médiatiques et la mobilisation des responsables des communautés • Séances d'information sur la loi, la réglementation, les procédures et le code de conduite relatifs aux élections, à l'intention de 18 000 agents électoraux, 150 journalistes, 200 observateurs internationaux et 3 000 observateurs nationaux • Mise à la disposition de 3 000 bureaux de vote de matériel de vote tel que les bulletins • Sécurité de la Commission électorale nationale et appui logistique à cette commission • Séances d'information sur les questions politiques, juridiques et de sécurité à l'intention de 200 observateurs internationaux et 3 000 observateurs nationaux appartenant à des organisations telles que l'Union européenne, la CEDEAO, l'Union africaine, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute • Services de conseil à la Commission électorale nationale, au Ministère de la condition de la femme et du développement et aux organisations féminines sur les politiques et les procédures électorales respectueuses du principe de la parité entre les sexes • Organisation de 10 ateliers à l'intention des femmes qui pourraient se porter candidates • Organisation de 5 ateliers destinés à permettre à tous les partis politiques de mieux intégrer le principe de la parité entre les sexes • Organisation de 5 ateliers destinés à permettre aux femmes élues de renforcer leurs capacités, l'accent étant mis sur l'aptitude à diriger, la formulation des politiques, les procédures législatives, les appels de fonds, le plaidoyer et l'expression orale • Mise en place d'un centre de ressources offrant des services tels que le transport et l'accès à l'Internet et à des ordinateurs aux partis politiques qui se préparent aux élections • Campagne d'information publique sur les élections, y compris des programmes hebdomadaires de radio en anglais et en langues locales, des dossiers d'information et des sonals <p><i>Facteurs externes</i> : Les États de la région continueront d'appuyer la mise en place des institutions nationales. Les donateurs continueront d'assurer le financement des élections de manière adéquate et en temps voulu.</p>	

Tableau 5
Ressources humaines
Composante 4 : processus de paix

	Personnel recruté sur le plan international							Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-1	Service mobile	Services généraux	Service de sécurité	Total partiel			
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (opérations et état de droit)											
Effectif autorisé 2004/05	1	–	1	1	–	2	–	5	–	1	6
Effectif proposé 2005/06	1	–	1	1	–	2	–	5	–	1	6
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Groupe de la planification et des politiques											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	5	2	1	1	–	10	–	4	14
Effectif proposé 2005/06	–	1	6	2	1	2	–	12	1	4	17
Variation nette	–	–	1	–	–	1	–	2	1	–	3
Bureau de liaison avec la CEDEAO											
Effectif autorisé 2004/05	–	–	1	–	–	1	–	2	1	–	3
Effectif proposé 2005/06	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	–	(1)	–	–	(1)	–	(2)	(1)	–	(3)
Section des affaires civiles											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	26	17	4	3	–	51	23	31	105
Effectif proposé 2005/06	–	1	26	17	4	3	–	51	23	31	105
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Division électorale^b											
Effectif autorisé 2004/05	–	2	6	15	4	6	–	33	18	150	201
Effectif proposé 2005/06	–	1	8	12	4	2	–	27	25	153	205
Variation nette	–	(1)	2	(3)	–	(4)	–	(6)	7	3	4
Bureau des communications et de l'information											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	3	11	4	1	–	20	36	8	64
Effectif proposé 2005/06	–	1	3	11	4	1	–	20	36	8	64
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total											
Effectif autorisé 2004/05	1	5	42	46	13	14	–	121	78	194	393
Effectif proposé 2005/06	1	4	44	43	13	10	–	115	85	197	397
Variation nette	–	(1)	2	(3)	–	(4)	–	(6)	7	3	4

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

^b Ce niveau des effectifs est proposé pour la période qui se termine en décembre 2005. Après les élections, 197 postes seront supprimés, au 31 décembre 2005, et la Division se transformera en un Groupe électoral doté seulement de 8 postes.

<i>Réalisations escomptées/Produits</i>
Réalisation escomptée : 4.2 Élections nationales
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui technique à la Commission électorale nationale en vue de l'administration du processus électoral • Assistance technique à la Commission électorale nationale en vue de la réalisation de programmes d'éducation civique relatifs au processus électoral moyennant le recours à des groupes de théâtre et à des organisations de la société civile, l'organisation de campagnes médiatiques et la mobilisation des responsables des communautés • Séances d'information sur la loi, la réglementation, les procédures et le code de conduite relatifs aux élections, à l'intention de 18 000 agents électoraux, 150 journalistes, 200 observateurs internationaux et 3 000 observateurs nationaux
<p><i>Justification</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel recruté sur le plan international : réduction de 6 postes <p>Réduction de six postes due aux mesures suivantes : suppression d'un poste (D-1), réaffectation d'un poste (P-3) à la composante 2 et conversion de 4 postes des Services généraux (autres classes) en postes d'agents des Services généraux recrutés sur le plan national. Il est également proposé de reclasser 2 postes P-3 en postes P-4 et 1 poste P-3 en poste P-2</p> <p>Au vu des recommandations de la mission d'évaluation de la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques, menée en mars 2004, et compte tenu des grandes orientations de la Commission électorale nationale, les besoins en personnel ont été révisés à la baisse, 6 postes étant supprimés</p> <p>Le poste de Directeur adjoint de la Division électorale (D-1), qui n'est plus requis, a été supprimé</p> <p>Deux conseillers aux opérations (P-4) sont requis pour concevoir et mettre en œuvre des plans d'opération, donner des avis, participer à la rédaction des lois et de la réglementation électorales et contribuer au renforcement des capacités de la Commission électorale nationale. Un coordonnateur de la formation est également requis pour planifier et réaliser la formation et des séances d'information à l'intention des observateurs qui suivront tout le processus électoral ou seulement la journée du vote. Pour ce faire, il est proposé de reclasser 3 postes P-3 actuellement approuvés pour les fonctions d'observateur électoral de comté</p> <p>En outre, 1 poste P-3 sera réaffecté à la composante 2 et 4 postes des Services généraux seront convertis en postes d'agents des Services généraux recrutés sur le plan local</p> <p>Par ailleurs, la composition de la Division électorale, qui a été révisée, intègre désormais les fonctions suivantes : 1 Conseiller à la gestion/administration (P-5), un Conseiller à l'éducation civique, 1 Conseiller au renforcement des capacités et à la formation (P-4), 1 Conseiller juridique spécialiste des élections (P-4), 1 Conseiller/gestionnaire du Centre des données, 1 Conseiller à la logistique (P-4), 1 Conseiller aux relations extérieures (P-3), 1 Conseiller aux achats (P-3), 1 Conseiller budgétaire (P-3), 1 Conseiller aux médias (P-3), 3 Conseillers à la coordination sur le terrain (P-3), 1 Conseiller en technologie de l'information (Service mobile), qui fournira des avis à la Commission électorale nationale et 1 administrateur chargé des rapports (P-3),</p>

4 Coordonnateurs de la logistique (2 P-3 et 2 agents du Service mobile), 1 Coordonnateur de la formation et 1 Coordonnateur de l'éducation civique (Service mobile)

Le Bureau de liaison avec la CEDEAO sera supprimé et ses fonctions intégrées aux activités du Groupe des politiques et de la planification. Les postes internationaux du Bureau (1 P-5 et 1 agent des Services généraux (autres classes) seront réaffectés au Groupe

• **Personnel recruté sur le plan national : 7 postes supplémentaires**

Création de 7 postes supplémentaires, par l'effet des mesures suivantes : conversion de 4 postes internationaux des Services généraux en postes d'agents recrutés sur le plan national, réaffectation d'un poste du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et création de deux postes supplémentaires

En outre, 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national, de la Division électorale, sera converti en poste d'agent des Services généraux recruté sur le plan national. Ces 8 postes correspondront aux fonctions suivantes : 1 administrateur chargé de l'éducation civique, 1 graphiste, 3 observateurs électoraux de comté et 3 chauffeurs (8 agents des Services généraux recrutés sur le plan national), outre les 15 postes existants de la catégorie personnel recruté sur le plan national, dont les fonctions seront désormais celles d'observateurs électoraux de comté

Enfin, le Bureau de liaison avec la CEDEAO sera supprimé et son poste de fonctionnaire recruté sur le plan national (agent des Services généraux recruté sur le plan national) intégré à l'effectif du Groupe des politiques et de la planification

• **Volontaires des Nations Unies : 3 postes supplémentaires**

Un coordonnateur de l'éducation civique et deux graphistes seront requis à la Division électorale pour donner des avis et contribuer au renforcement des capacités de leurs homologues libériens. Trois postes sont réaffectés de la composante 2 à cette fin

Après les élections, prévues pour octobre 2005, 197 postes seront supprimés, au 31 décembre 2005, à la Division électorale, qui se transformera en un Groupe électoral doté seulement de 8 postes (1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 1 poste des Services généraux (autres classes) et 2 agents des Services généraux recrutés sur le plan national). Le Groupe sera maintenu jusqu'au 30 juin 2006, sa mission consistant à seconder la Commission électorale nationale dans l'organisation des élections locales.

Composante 5 : appui

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
5.1 Fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et opérationnel	5.1.1 Réduction du nombre d'accidents par véhicule, qui est tombé de 414 en 2003/04 à 332 en 2004/05 puis à moins de 300
<i>Produits</i> Amélioration des services fournis <ul style="list-style-type: none"> • Application d'un programme rigoureux de conduite à l'intention des chauffeurs • Formation de 145 membres du personnel militaire et civil en conduite défensive et tout-terrain 	

Militaires et personnel de police

- Installation, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 14 002 militaires en moyenne et de 215 observateurs militaires
- Installation, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 1 115 policiers civils, y compris les membres des unités de police constituées
- Approvisionnement et stockage de rations et de réserve d'eau potable en cas d'urgence pour un effectif moyen de 14 002 militaires et 400 membres d'unités de police constituées

Personnel civil

- Gestion des dossiers d'une moyenne de 625 membres du personnel international, 46 administrateurs recrutés sur le plan national, 752 agents recrutés sur le plan national et 355 Volontaires des Nations Unies

Installations et infrastructures

- Entretien et remise en état de toutes les installations de la Mission à Monrovia ainsi que dans 3 secteurs et 15 comtés
- Exploitation et entretien de 523 groupes électrogènes et approvisionnement en électricité de toutes les installations de la Mission
- Entretien de 7 aérodrômes et de leurs infrastructures d'aviation et de navigation
- Appui technique pour la préparation des bureaux de vote en vue des élections

Transports terrestres

- Entretien et exploitation de 1 459 véhicules, dont 17 véhicules blindés, sur 3 sites au Libéria
- Services quotidiens de navette par autobus à Monrovia pour 1 875 civils (personnel recruté sur le plan international ou national) et plus de 150 militaires affectés au quartier général de la Force

Transports aériens

- Entretien et exploitation de 3 avions et de 22 hélicoptères

Transports maritimes ou fluviaux

- Entretien et exploitation d'un cargo côtier

Transmissions

- Entretien et exploitation de 28 microterminaux, 63 centraux téléphoniques, 138 répéteurs VHF et 39 répéteurs et émetteurs UHF, 35 liaisons hertziennes et de 10 stations de radiodiffusion FM VHF

Informatique

- Appui et maintenance de grands réseaux, 1 200 ordinateurs de bureau, 112 serveurs, 740 ordinateurs portables, 1 205 imprimantes, 24 lecteurs optiques ultrarapides et 71 lecteurs optiques répartis en 40 sites

Services médicaux

- Exploitation et entretien de 9 centres de consultations de niveau I, 4 centres de niveau II et un centre de niveau III, ainsi que d'installations médicales au quartier général provisoire et à la base de soutien logistique, à l'intention du personnel de la Mission et pour les urgences à l'intention de la population civile locale, des autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales
- Exploitation et entretien de centres de dépistage volontaire et confidentiel du VIH/sida et d'accompagnement psychologique pour tout le personnel
- Programme de sensibilisation au VIH à l'intention de tout le personnel, y compris l'éducation par les pairs

Fournitures, services et matériel divers

- Établissement de cartes pour la Mission, à l'aide du Système d'information géographique

Sécurité

- Fourniture de services de sécurité, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à 15 sites
- Mise à jour semi-annuelle du plan de sécurité
- Formation de 81 agents de sécurité internationaux au classement et au reclassement des armes
- Formation de 81 agents de sécurité internationaux et de 77 agents de sécurité nationaux aux appareils de radioscopie, aux détecteurs de métaux et d'explosifs, à la protection des personnalités, aux techniques d'investigation, aux premiers soins, aux produits dangereux et à d'autres questions de sécurité

Facteurs externes : L'accord sur le statut des forces sera respecté. Les fournisseurs de biens et de services seront en mesure d'honorer les commandes passées.

Tableau 6
Ressources humaines
Composante 5 : appui

	Personnel recruté sur le plan international								Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
Personnel civil	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3 à P-1	Service mobile	Services généraux	Services de sécurité	Total partiel			
Bureau du Directeur de l'administration											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	5	20	53	3	18	100	100	7	207
Effectif proposé 2005/06	–	1	5	19	52	3	18	98	100	6	204
Variation nette	–	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	–	(1)	(3)
Services administratifs											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	16	14	38	13	–	82	103	47	232
Effectif proposé 2005/06	–	1	17	14	38	13	–	83	111	54	248
Variation nette	–	–	1	–	–	–	–	1	8	7	16
Services de soutien intégré											
Effectif autorisé 2004/05	–	1	21	41	128	15	–	206	443	137	786
Effectif proposé 2005/06	–	1	21	42	129	15	–	208	443	138	789
Variation nette	–	–	–	1	1	–	–	2	–	1	3
Total (personnel civil)											
Effectif autorisé 2004/05	–	3	42	75	219	31	18	388	646	191	1 225
Effectif proposé 2005/06	–	3	43	75	219	31	18	389	654	198	1 241
Variation nette	–	–	1	–	–	–	–	1	8	7	16

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

Réalisations escomptées/produits

Réalisation escomptée 5.1 : fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et opérationnel

Produits

- Formation de 145 membres du personnel militaire et civil à la conduite défensive et tout-terrain
- Formation de 81 agents de sécurité internationaux au classement et au reclassement des armes
- Formation de 81 agents de sécurité internationaux et de 77 agents de sécurité nationaux aux appareils de radioscopie, aux détecteurs de métaux et d'explosifs, à la protection des personnalités, aux techniques d'investigation, aux premiers secours, aux produits dangereux et à d'autres questions de sécurité

*Justification***Personnel international : un poste supplémentaire**

Afin de rationaliser la structure et l'organisation de la Mission, le Centre intégré de perfectionnement et de formation du personnel de la Mission et son poste de fonctionnaire recruté sur le plan international (1 P-4) seront transférés du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau du chef des services administratifs.

En outre, le Groupe de la gestion des marchés relevant du Bureau du Directeur de l'administration sera supprimé car une formation sera dispensée en vue de mettre en place des capacités de gestion des marchés dans chaque section. Les deux postes de fonctionnaire international (1 P-3 et 1 agent du Service mobile) du Groupe seront transférés au Centre commun d'opérations logistiques, qui relève des Services de soutien intégré, pour contribuer à la gestion des deux principaux marchés d'approvisionnement en vivres et en carburant de la Mission.

Personnel recruté sur le plan national : 8 postes supplémentaires

Huit postes au titre du personnel recruté sur le plan national (2 administrateurs recrutés sur le plan national et 6 agents des services généraux recrutés sur le plan national) du Centre intégré de formation et de perfectionnement du personnel de la Mission seront transférés du Bureau du Représentant spécial au Bureau du chef des services administratifs.

Volontaires des Nations Unies : 7 postes supplémentaires

Sept postes de Volontaires des Nations Unies du Centre intégré de formation et de perfectionnement du personnel de la Mission seront transférés du Bureau du Représentant spécial au Bureau du chef des services administratifs.

En outre, le poste de Volontaire des Nations Unies au Groupe de la gestion des marchés relevant du Bureau du Directeur de l'administration sera transféré au Centre commun d'opérations logistiques qui relève des Services de soutien intégré, pour contribuer à la gestion du marché de carburant.

II. Ressources nécessaires

1. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2003/04) (1)	Montant alloué ^a (2003/04) (2)	Dépenses prévues (2005/06) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4) / (2)
Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	5 576,6	11 445,8	11 711,5	265,7	2,3
Contingents	249 183,5	355 738,8	312 042,2	(43 696,6)	(12,3)
Police civile	11 230,9	35 984,6	37 539,6	1 555,0	4,3
Unités de police constituées	3 445,1	11 634,5	10 766,0	(868,5)	(7,5)
Total partiel	269 436,1	414 803,7	372 059,3	(42 744,4)	(10,3)
Personnel civil					
Personnel international ^b	27 934,4	87 323,7	84 525,2	(2 798,5)	(3,2)
Personnel recruté dans le pays ^c	1 905,2	6 121,2	10 042,0	3 920,8	64,1
Volontaires des Nations Unies	3 756,7	17 763,7	13 350,9	(4 412,8)	(24,8)
Total partiel	33 596,3	111 208,6	107 918,1	(3 290,5)	(3,0)
Dépenses opérationnelles					
Personnel temporaire	189,5	1 468,8	1 320,0	(148,8)	(10,1)
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants	150,1	565,3	676,2	110,9	17,8
Voyages	2 007,4	1 976,9	1 869,2	(107,7)	(5,4)
Installations et infrastructures	78 235,9	100 338,8	89 841,9	(10 496,9)	(10,5)
Transports terrestres	48 923,0	25 600,6	29 374,0	3 773,4	14,7
Transports aériens	34 720,4	74 228,1	61 791,7	(12 436,4)	(16,8)
Transports maritimes ou fluviaux	4 916,0	2 730,0	3 003,4	273,4	10,0
Transmissions	29 278,4	33 318,1	23 501,3	(9 816,8)	(29,5)
Informatique	11 022,1	7 508,4	4 178,9	(3 329,5)	(44,3)
Services médicaux	7 691,4	15 031,0	13 995,7	(1 035,3)	(6,9)
Matériel spécial	2 898,7	6 334,9	5 205,5	(1 129,4)	(17,8)
Fournitures, services et matériel divers	24 116,6	25 872,8	6 898,4	18 974,4	(73,3)
Projets à effet rapide	996,8	1 000,0	1 000,0	—	—
Total partiel	245 146,3	295 973,7	242 656,2	(53 317,5)	(18,0)
Total brut	548 178,7	821 986,0	722 633,6	(99 352,4)	(12,1)
Recettes provenant des contributions du personnel	3 113,1	10 084,9	11 250,7	1 165,8	11,6
Total net	545 065,6	811 901,1	711 382,9	(100 518,2)	(12,4)
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^d	100,0	120,0	120,0	—	—
Total	548 278,7	822 106,0	722 753,6	(99 352,4)	(12,1)

Notes du tableau

^a Les chiffres tiennent compte de l'ajustement des ressources approuvées réparties entre les dépenses au titre des militaires et du personnel de police civile et les dépenses opérationnelles.

^b Les prévisions pour 2005/06 et 2004/05 tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 20 %.

^c Les prévisions pour 2005/06 tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 10 % contre 20 % pour les administrateurs et 15 % pour les agents des services généraux en 2004/05.

^d Le montant de 120 000 dollars indiqué pour 2005/06 représente une contribution du Gouvernement allemand.

B. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

13. Sur la base des taux standard, les sommes qu'il faudra rembourser au titre du matériel majeur (location avec services) et du soutien logistique autonome pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 s'élèvent à 123 267 300 dollars se répartissant comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant</i>
Matériel majeur	
Contingents et unités de police constituées	
Matériel majeur	62 036,5
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisines)	4 554,1
Mobilier de bureau	3 929,7
Électricité	4 727,2
Missions secondaires du génie	2 736,0
Blanchisserie et nettoyage	3 813,8
Matériel de campement	3 720,3
Hébergement	266,7
Magasins – divers	7 466,9
Fournitures pour la défense des périmètres	181,0
Transmissions	
Transmissions	13 506,7
Services médicaux	
Services médicaux	11 142,6
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	1 057,4
Observation	4 113,6
Identification	14,8
Total partiel	61 230,8
Total	123 267,3

<i>Facteurs propres à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'effet</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Facteur contraintes du milieu	1,9	1 ^{er} octobre 2003	—
Facteur conditions opérationnelles intenses	1,5	1 ^{er} octobre 2003	—
Facteur acte d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1 ^{er} octobre 2003	—
B. Facteurs applicables au pays hôte			
Facteur différentiel de transport	0-5,0		

C. Formation

14. Les prévisions de ressources au titre de la formation pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 se présentent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur estimative</i>
Consultants pour la formation	10,0
Voyages au titre de la formation	805,0
Honoraires, fournitures et services au titre de la formation	302,9
Total	1 117,9

15. Le montant demandé servira à couvrir la formation sur place et à l'extérieur, essentiellement dans les domaines de la gestion et des pratiques en matière de police civile, de la gestion intégrée de la formation, de la coordination civile et militaire, des transports terrestres, des opérations aériennes, du contrôle des mouvements, des technologies de la communication et de la formation, de la sécurité, du génie, de la gestion financière, de la gestion des approvisionnements et des marchés, des services généraux, de la gestion du personnel et de l'information.

D. Contributions non budgétisées

16. La valeur estimative des contributions non budgétisées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 est la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces ^a	6 750,0
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	6 750,0

^a Estimation de la valeur locative des locaux fournis par le Gouvernement et du montant des droits et taxes sur les transports aériens et maritimes dont la Mission est exemptée.

III. Analyse des variations¹

Explication

On trouvera dans la présente section, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, le facteur type recensé étant classé dans les quatre grandes catégories ci-après :

- **Mandat** : Variations liées à une modification de la portée ou de la nature du mandat ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat;
- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation;
- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation;
- **Gestion** : Variations dues à des décisions de gestion devant permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple, révision des priorités ou ajout de produits) ou avec plus d'efficience (par exemple, réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution de produits sans incidence sur les produits) ou liées à des problèmes qui apparaissent au stade de l'exécution (par exemple, sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits ou retard dans le recrutement).

	<i>Variation</i>	
Observateurs militaires	265,7	2,3 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse sans incidence sur les produits**

17. L'augmentation des besoins est imputable à un coût unitaire plus élevé pour les voyages au titre du relèvement, le coût réel étant de 3 200 dollars par aller simple contre 2 500 dollars prévus dans le budget pour l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Contingents	(43 696,6)	(12,3 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

18. La réduction des besoins tient essentiellement au rapatriement, au 1^{er} mars 2006, de trois bataillons d'infanterie représentant 2 348 militaires, dans l'hypothèse que les élections d'octobre 2005 se tiennent comme prévu et avec succès.

¹ Le montant des variations est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Variation</i>	
Police civile	1 555,0	4,3 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse sans incidence sur les produits**

19. L'augmentation des besoins est due essentiellement à un coût unitaire plus élevé pour les voyages au titre de la relève et de l'installation, le coût réel étant de 3 200 dollars par aller simple contre 2 500 dollars prévus dans le budget pour l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Unités de police constituées	(868,5)	(7,5 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse sans incidence sur les produits**

20. La réduction des moyens nécessaires tient essentiellement à la baisse du coût unitaire des voyages au titre du relèvement et du rapatriement, le coût réel étant de 1 250 dollars par aller simple contre 2 500 dollars prévu dans le budget 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(2 798,5)	(3,2 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

21. La réduction des ressources demandées tient essentiellement au fait que 21 postes seront supprimés au 1^{er} janvier 2006. Le montant estimatif de 84 525 200 dollars est calculé sur la base du barème des traitements propres à la Mission, qui se fonde sur les dépenses moyennes réelles par classe au cours de l'exercice budgétaire précédent. Les dépenses communes de personnel s'élèvent, selon les estimations, à 65 % du traitement net et un montant supplémentaire est prévu au titre de la prime de risque.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan national	3 920,8	64,1 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse sans incidence sur produits**

22. L'augmentation tient essentiellement au fait que la classe moyenne réelle du personnel recruté sur le plan national est GS-4 au lieu de la classe GS-3 prévue dans le budget pour l'exercice 2004/05, ajustée d'un taux de vacance de postes de 10 % contre 20 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et 15 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national dans le budget de l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Volontaires des Nations Unies	(4 412,8)	(24,8 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

23. La baisse est essentiellement due au fait que les effectifs de la Division électorale seront réduits de 153 postes au 1^{er} janvier 2006.

	<i>Variation</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(148,8)	(10,1 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

24. La baisse des moyens nécessaires est due à la réduction du personnel temporaire requis pour le processus électoral, qui comprendra des scrutateurs et des préposés au dépouillement pour des périodes d'une à deux semaines, alors que le budget pour l'exercice 2004/05 prévoyait le recrutement de préposés à l'inscription des électeurs pour six semaines.

	<i>Variation</i>	
Consultants	110,9	17,8 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

25. Le montant plus élevé demandé permettra d'engager sur une courte période des consultants pour poursuivre les projets en cours, notamment des évaluations et des ateliers en vue de renforcer les capacités dans le domaine juridique et judiciaire et de restructurer le système judiciaire, promouvoir le consensus au niveau national et le respect des droits de l'homme et la primauté du droit, évaluer la liste électorale et mettre en place des capacités dans les domaines de la gestion du processus électoral, de l'organisation d'un dépouillement rapide et du règlement des litiges électoraux, renforcer les capacités en matière de collecte et d'analyse des données humanitaires et promouvoir un journalisme responsable.

	<i>Variation</i>	
Voyages	(107,7)	(5,4 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse sans incidence sur les produits**

26. La réduction de ressources nécessaires résulte essentiellement du nombre réduit de voyages que doit effectuer le personnel du Siège à la Mission pour fournir un appui technique et administratif et de ceux de l'équipe d'aide à la sélection dans les pays fournissant des contingents et du personnel de police civile, d'autant que la Mission entre dans sa phase de stabilisation.

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	(10 496,9)	(10,5 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

27. La réduction des moyens nécessaires tient essentiellement au fait que les grands projets de construction de campements, d'installations, de ports et d'aéroports, ainsi que du terminal de déchargement par allèges du carburant au port

de Monrovia seront terminés pendant l'exercice budgétaire 2004/05, ce qui entraîne une baisse du montant prévu pour les services de construction et les fournitures pour la défense des périmètres en 2005/06.

	<i>Variation</i>	
Transports terrestres	3 773,4	14,7 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse sans incidence sur les produits**

28. L'augmentation des ressources nécessaires tient essentiellement à l'acquisition et à la location de camions pour la distribution du carburant comme suite à la mise en service, pendant l'exercice budgétaire 2004/05, d'un terminal de déchargement par allèges au port de Monrovia, ainsi qu'au remplacement de 121 véhicules qui doivent être réformés parce qu'ils sont aux termes de leur vie utile, ont été endommagés dans des accidents ou sont en mauvais état.

	<i>Variation</i>	
Transports aériens	(12 436,4)	(16,8 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

29. La principale raison de la baisse est la réduction du nombre de vols due au fait que la Mission entend continuer à utiliser jusqu'en février 2006 sa flotte réduite actuelle de 22 aéronefs, qui s'est révélée être suffisante pour satisfaire les besoins opérationnels de la Mission, contre 23 aéronefs prévus dans le budget de l'exercice 2004/05. À compter du 1^{er} mars 2006, cette flotte sera encore réduite de 7 hélicoptères et ne comptera plus que 15 aéronefs (6 MI8-MTV, 8 MI8-MT et 1 MI26).

	<i>Variation</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	273,4	10,0 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse sans incidence sur les produits**

30. La hausse résulte essentiellement de l'augmentation du coût du carburant et de la location du cargo côtier, calculé sur la base du contrat conclu.

	<i>Variation</i>	
Transmissions	(9 816,8)	(29,5 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse sans incidence sur les produits**

31. La baisse résulte essentiellement de la réduction des dépenses liées au matériel de transmissions, qui ne concernent que le remplacement des articles à réformer, alors que la mise en place du réseau de transmissions de la Mission était encore prévue dans le budget pour l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Informatique	(3 329,5)	(44,3 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse sans incidence sur les produits**

32. La baisse tient essentiellement à la réduction des dépenses d'acquisition de matériel informatique, qui ne concernent que le remplacement d'articles à réformer alors que la mise en place du réseau informatique de la Mission était toujours prévue dans le budget pour l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Services médicaux	(1 035,3)	(6,9 %)

• **Gestion : produits et moyens revus à la baisse**

33. La réduction des ressources prévues tient essentiellement au fait que les services médicaux liés au désarmement et à la démobilisation des ex-combattants ne seront plus nécessaires car cette phase du programme de désarmement, de démobilisation, réadaptation et réinsertion sera achevée pendant l'exercice 2004/05.

	<i>Variation</i>	
Matériel spécial	(1 129,4)	(17,8 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

34. La baisse est due essentiellement à la réduction des ressources prévues au titre du soutien logistique autonome, du fait du rapatriement de trois bataillons d'infanterie au 1^{er} mars 2006.

	<i>Variation</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(18 974,4)	(73,3 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

35. La variation s'explique essentiellement par le fait que les rations et les indemnités au titre du désarmement et de la démobilisation des ex-combattants ne seront plus nécessaires car cette phase du programme de désarmement, démobilisation, réadaptation et réinsertion sera achevée pendant l'exercice 2004/05.

IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

36. En ce qui concerne le financement de la Mission, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) Ouverture d'un crédit de 722 633 600 dollars pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006;

b) Mise en recouvrement du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus, à raison de 60 219 466 dollars par mois, sous réserve que le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission.

V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Demande/Recommandation (voir A/58/798)

Mesures prises pour appliquer la demande/recommandation

1. Le Comité se félicite des informations fournies concernant les mécanismes qui devraient permettre une collaboration et une coordination efficaces avec les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies ainsi qu'avec les partenaires internationaux, mais il estime que la Mission pourrait faire mieux. Il demande que le prochain projet de budget fasse état des efforts nouveaux qu'aura fait la Mission pour rendre plus efficaces la collaboration et la coordination avec les institutions, fonds et programmes des Nations Unies ainsi qu'avec les partenaires internationaux. (par. 14)

2. Le Comité consultatif s'est fait expliquer l'état d'avancement des mémorandums d'accord et des inspections avant déploiement. Il s'inquiète de constater qu'au début de 2004, seulement trois pays fournissant des contingents (sur les 20 que compte la Mission) avaient signé un mémorandum d'accord et qu'il n'avait été procédé que dans cinq de ces pays à des inspections avant déploiement.

Comme suite à la fermeture du bureau libérien du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ses fonctions ainsi que son personnel et sa structure ont été intégrés à la Section de la coordination humanitaire de la MINUL, ainsi élargie, qui relève du Représentant spécial adjoint (Coordination humanitaire, réadaptation, relèvement et reconstruction), et la Mission a pris, à compter de fin novembre 2004, l'initiative de la coordination des activités humanitaires dans tout le pays.

Le Représentant spécial du Secrétaire général est le coordonnateur de toutes les activités des Nations Unies au Libéria. Par le truchement de l'Équipe de pays des Nations Unies, le Représentant spécial adjoint (Coordination humanitaire, réadaptation, relèvement et reconstruction) coordonne, en sa qualité de coordonnateur résident, les efforts concertés de la MINUL et des divers autres organismes des Nations Unies au Libéria. Par ailleurs, le Représentant spécial et ses deux adjoints rencontrent régulièrement les principaux donateurs, en particulier la Agency for International Development des États-Unis et l'Union européenne.

Grâce au système de modules du cadre de transition axé sur les résultats, des rôles bien définis ont été confiés aux organismes des Nations Unies pour appuyer la mise en œuvre du cadre par le Gouvernement national de transition.

Au 1^{er} novembre 2004, 14 pays fournissant des contingents avaient signé 40 mémorandums d'accord, et 8 mémorandums faisaient l'objet d'examen par six pays fournissant des contingents.

Le Comité demande que des mesures soient prises d'urgence pour remédier à cette situation. (par. 19)

3. Le Comité consultatif constate que la MINUL, répondant en partie à sa recommandation antérieure (voir A/58/591, par. 16 et 17), a procédé à un premier examen de son organigramme et proposé des mesures pour sa structure. Le Comité estime toutefois que davantage d'efforts devraient être faits pour rationaliser la structure organisationnelle de la Mission dans le cadre de l'examen général de l'organigramme prévu pour le milieu de 2004. À cet égard, le Comité note que l'administration de la Mission n'a pas encore répondu à sa préoccupation antérieure concernant les nombreuses unités de petite taille que compte la structure de la MINUL (voir A/58/591, par. 15). Le Comité a l'intention de suivre l'évolution de la réforme de la structure organisationnelle de la MINUL, y compris aux niveaux hiérarchiques supérieurs. Le Comité s'attend à ce que le prochain document budgétaire de la MINUL tienne pleinement compte des résultats d'un examen général de la structure organique de la Mission. (par. 21 et 34)

4. Le Comité estime que le programme de voyages de la Mission devrait faire indiquer plus clairement sa corrélation avec les produits et les

La Mission propose les mesures ci-après pour rationaliser davantage sa structure pendant l'exercice 2005/06 :

- Le Centre intégré de perfectionnement et de formation du personnel de la Mission sera transféré du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau du Chef des services administratifs, et trois postes (un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national et deux postes de Volontaires des Nations Unies) supprimés;
- Le programme de désarmement et de démobilisation ayant été mené à terme en 2004, la Section du désarmement, de la démobilisation, du relèvement et de la réinsertion sera dissoute et certains de ses postes réaffectés à la Section de la coordination humanitaire et à la Section du relèvement, de la réadaptation et de la reconstruction;
- Le Bureau de liaison de la CDEAO sera dissous et ses fonctions et postes intégrés au Groupe de la planification et des politiques;
- Le Groupe de gestion des marchés relevant du Bureau du Directeur de l'administration sera supprimé car une formation sera dispensée en vue de mettre en place des capacités de gestion des marchés dans chaque section;
- Le Groupe de la cession des actifs sera supprimé et ses effectifs réaffectés à des sections du Département de l'administration;
- En outre, les effectifs requis pour la Division électorale ont été révisés et une réduction de 4 postes proposée; à la fin de 2005, la Division électorale sera réduite à un petit groupe électoral et ne comptera que huit postes jusqu'à fin juin 2006.

La Mission participe chaque semaine à des vidéoconférences avec le Siège, qui portent aussi bien sûr les aspects politiques que sur les aspects administratifs et logistiques de la Mission.

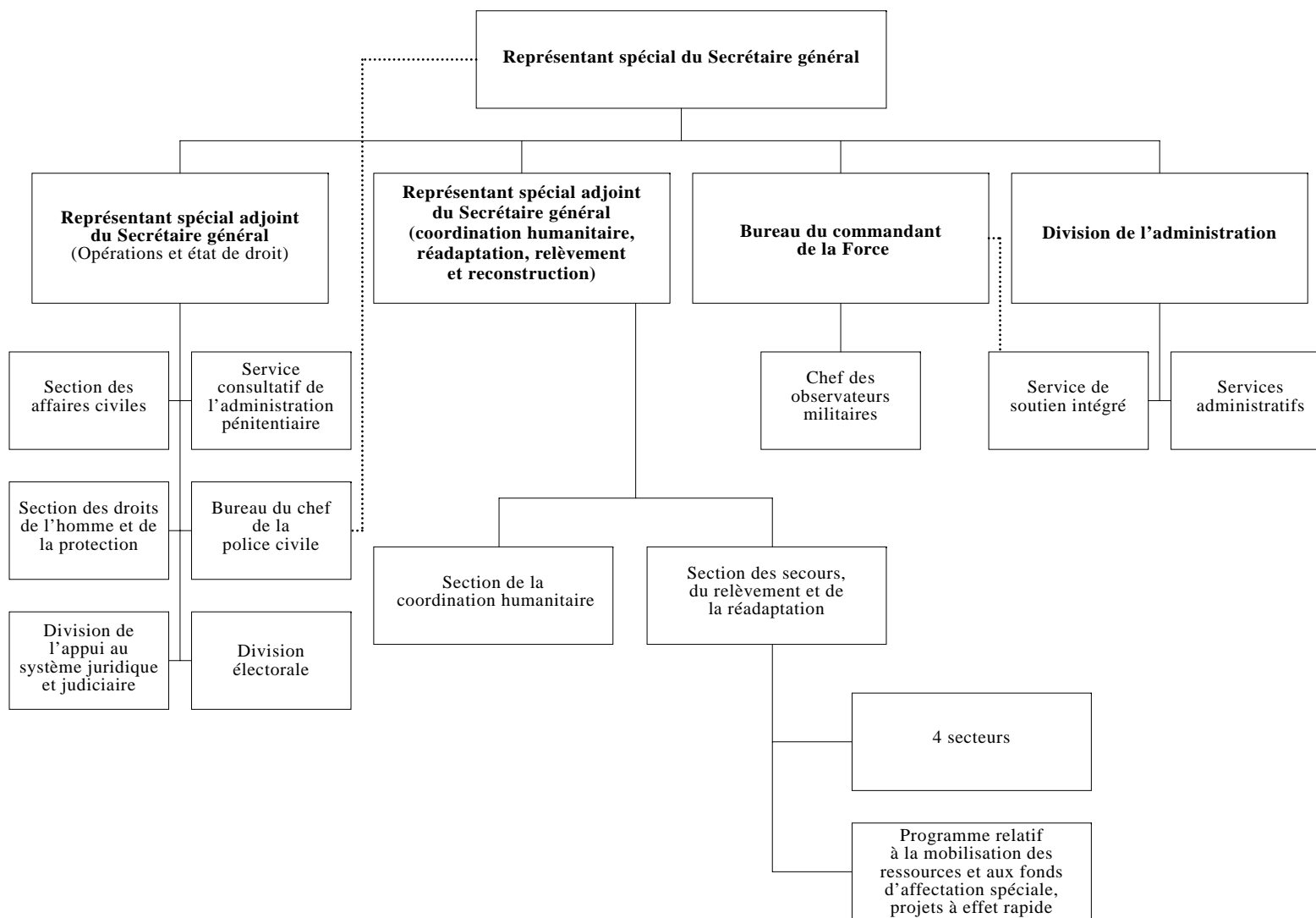
*Demande/Recommandation (voir A/58/798)**Mesures prises pour appliquer la demande/recommandation*

réalisations prévues pour la Mission ainsi que son impact sur ces derniers. Il estime que la Mission devrait faire davantage appel aux moyens téléinformatiques disponibles et réduire en conséquence son programme de voyages, et espère que l'administration de la MINUL et le Département des opérations de maintien de la paix prendront les mesures nécessaires afin d'assurer l'utilisation rationnelle des dépenses de la Mission en matière de voyages ainsi que leur contrôle effectif.
(par. 30)

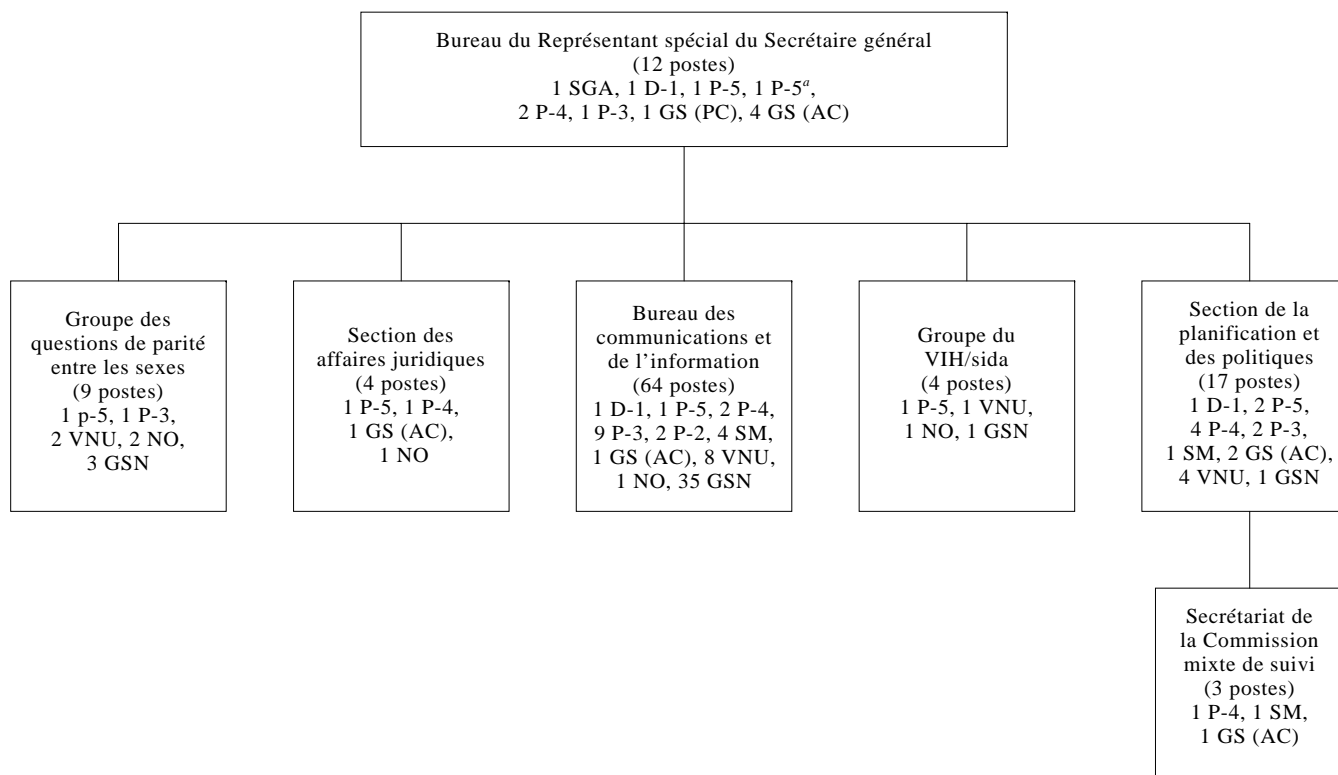
Les communications régulières grâce à ces moyens permettent à la Mission de réduire les ressources nécessaires au titre des voyages par rapport à l'exercice 2004/05, bien que de nouvelles activités aient été prévues en prélude aux élections de 2005.

Annexe

Organigrammes



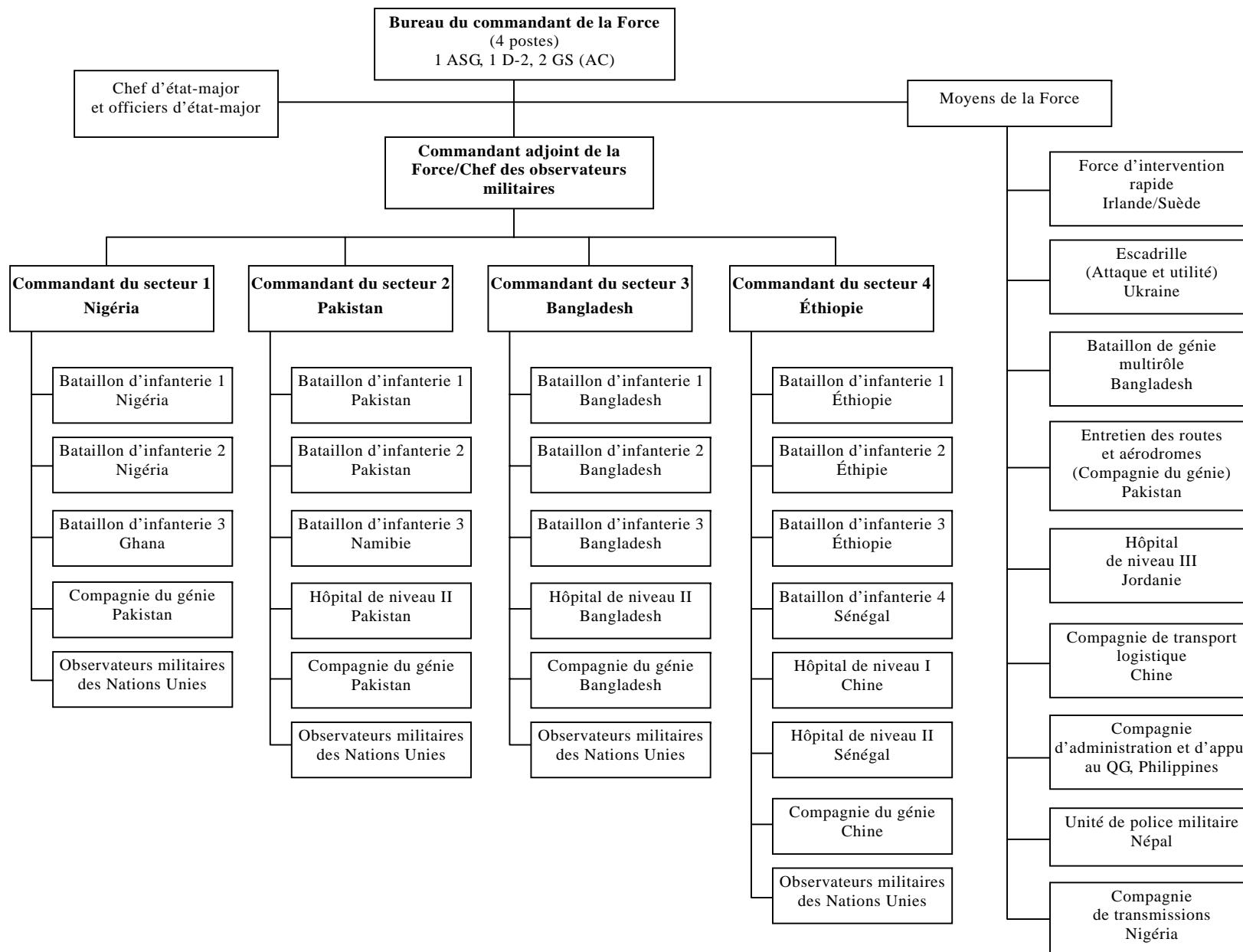
A. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général*



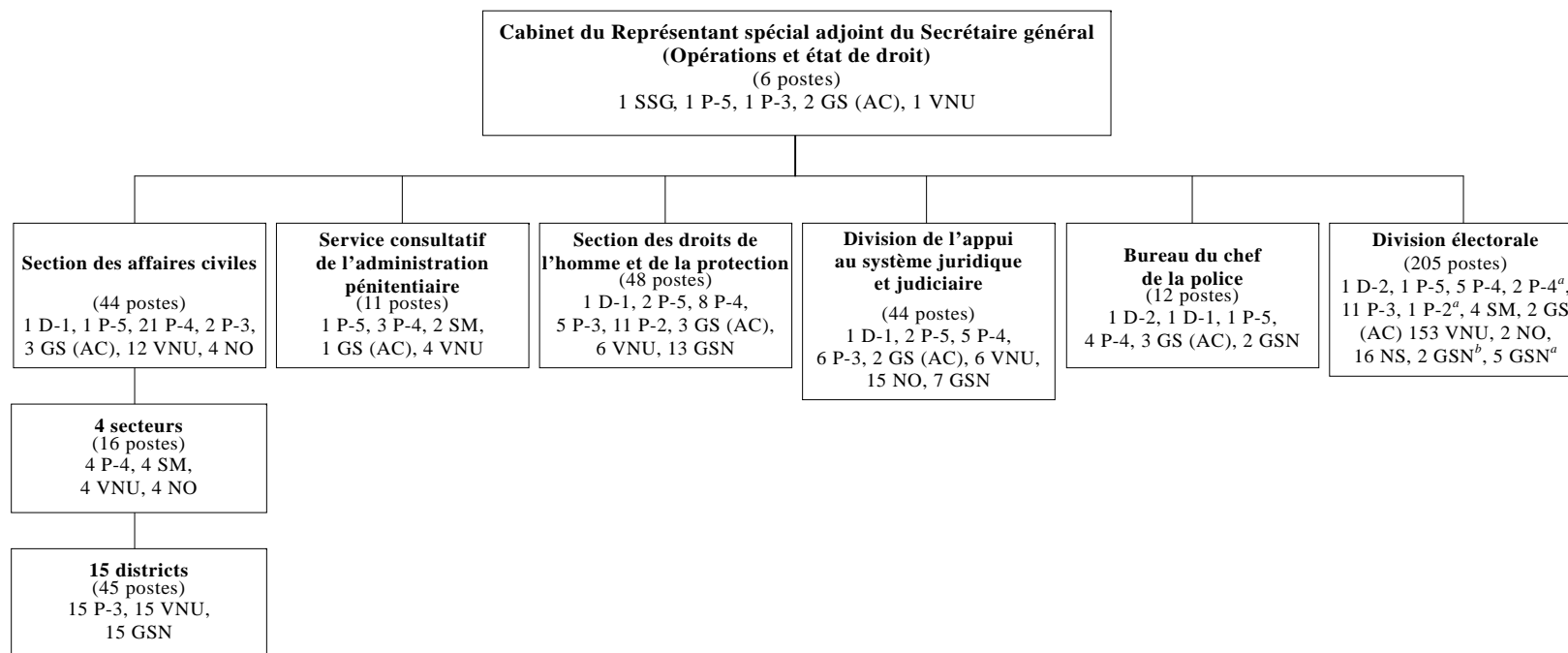
* *Abréviations* : SGA = Secrétaire général adjoint; GS (PC) = agent des services généraux (1^{re} classe); GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaire des Nations Unies; NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

^a Nouveau poste.

B. Opérations militaires



C. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Opérations et état de droit)

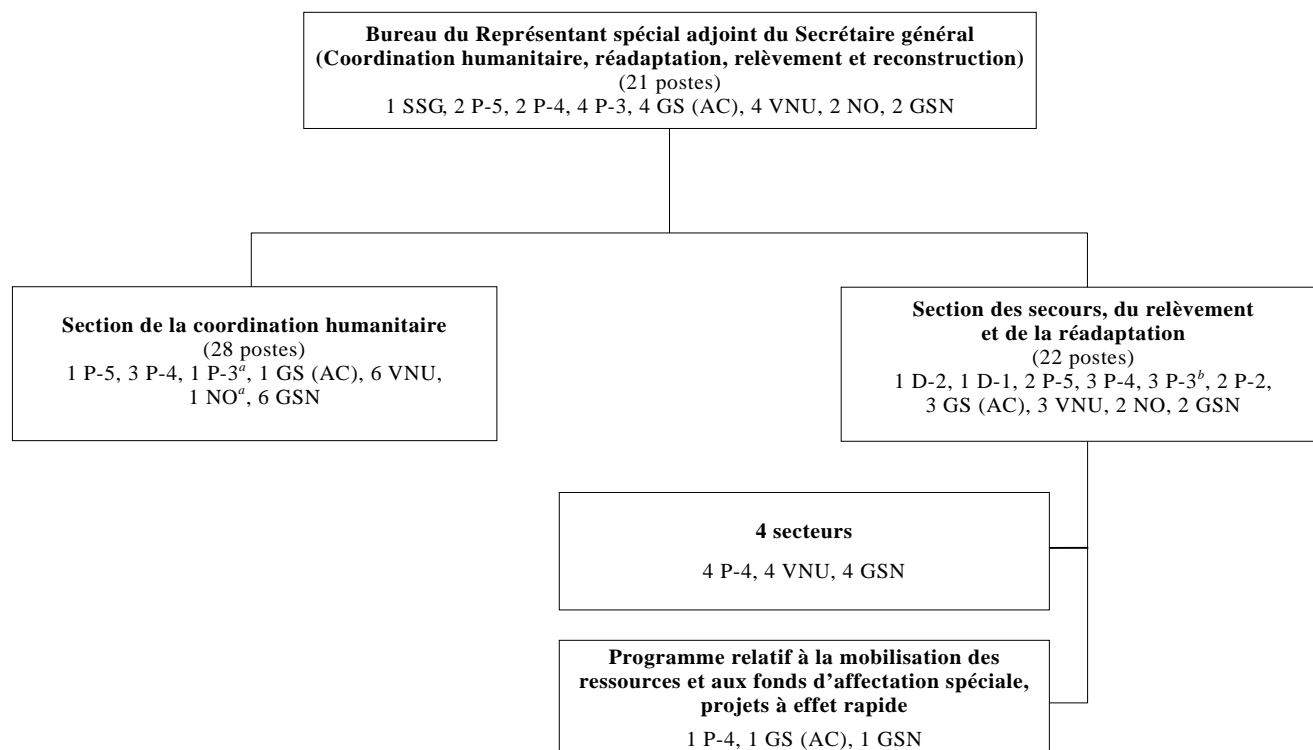


Abréviations : SSG = Sous-Secrétaire général; GS (PC) = agent des services généraux (1^{re} classe); GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaires des Nations Unies; NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

^a Reclassement.

^b Nouveau poste.

D. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination humanitaire, réadaptation, relèvement et reconstruction)

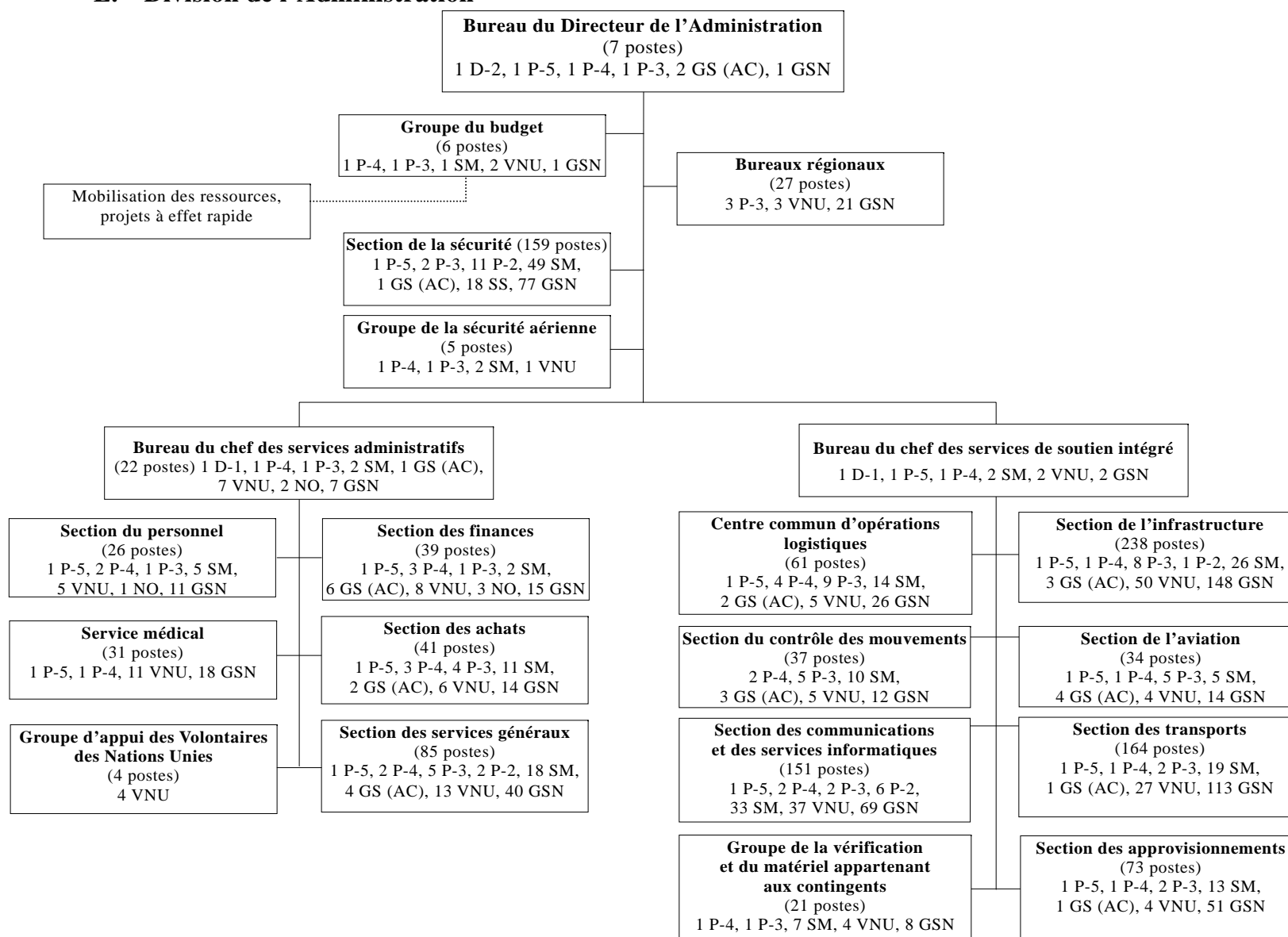


Abréviations : SSG = Sous-Secrétaire général; GS (PC) = agent des services généraux (1^{re} classe); GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaires des Nations Unies; NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national.

^a Nouveau poste.

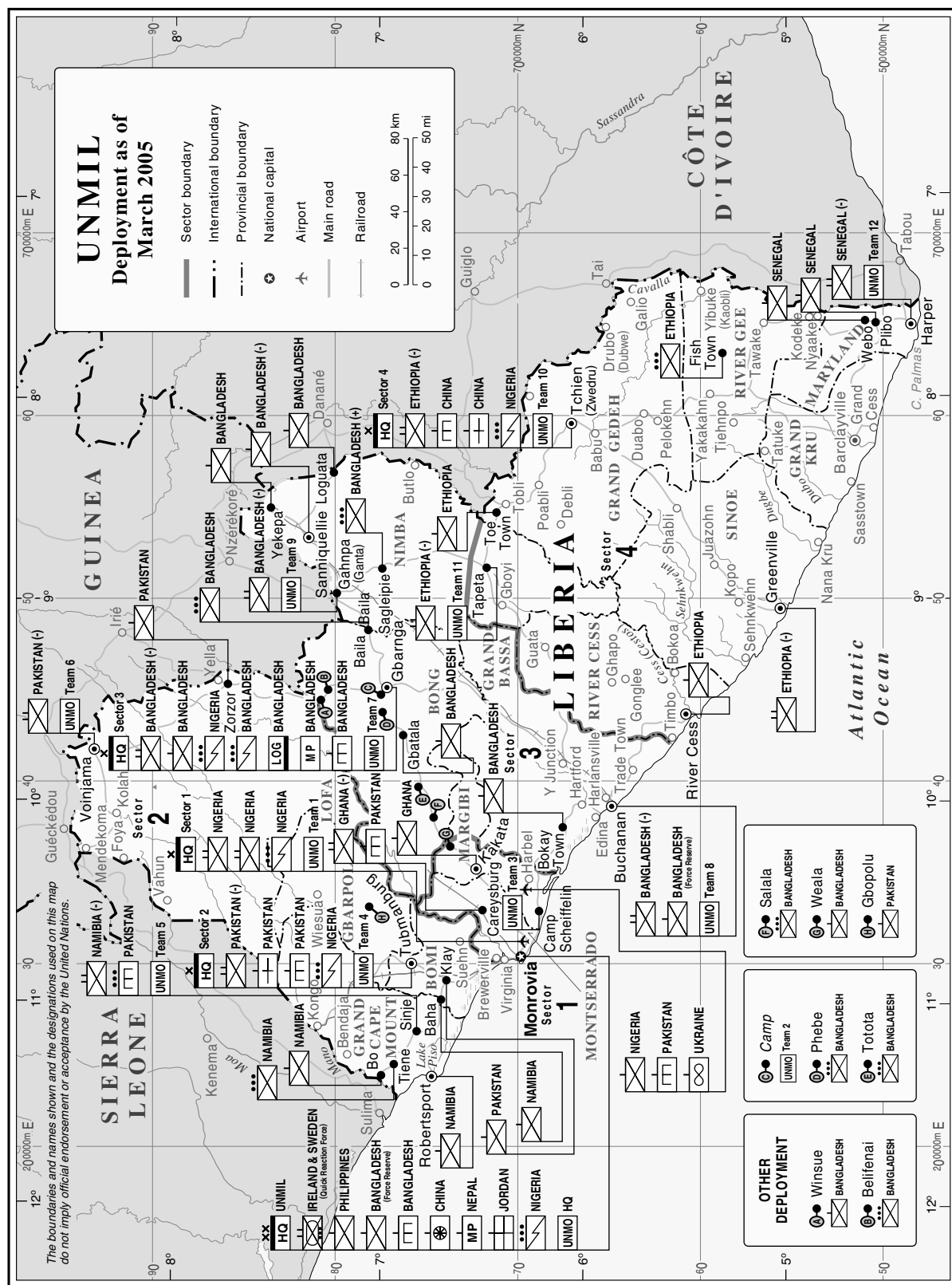
^b Reclassement.

E. Division de l'Administration



Abréviations : GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national;

SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies; SS = agent des services de sécurité; NO = administrateur recruté sur le plan national.

Department of Peacekeeping Operations
Cartographic SectionMap No. 4211 Rev. 4 UNITED NATIONS
March 2005